

**ARRETÉ MUNICIPAL N° 2023 - 0041**

**OBJET :**  
**Règlement municipal des cimetières Nord et Sud de  
la commune de COMINES**

**Service : Population et Urbanisme : Dorothée MUSELET**

# Sommaire

## Titre 1°/ Dispositions générales

1<sup>ère</sup> partie : Des conditions générales d'inhumation

2<sup>ème</sup> partie : De l'organisation et du fonctionnement du cimetière

## Titre 2°/ Dispositions applicables aux inhumations

1<sup>ère</sup> partie : Dispositions générales

2<sup>ème</sup> partie : Dispositions applicables à l'inhumation en terrain commun

3<sup>ème</sup> partie : Dispositions applicables à l'inhumation en concession

4<sup>ème</sup> partie : Dispositions applicables à l'inhumation des urnes cinéraires

5<sup>ème</sup> partie : Renouvellement, conversion et rétrocession des concessions

## Titre 3°/ Dispositions applicables aux caveaux et monuments sur les concessions

## Titre 4°/ Dispositions applicables aux caveaux provisoires

## Titre 5°/ Dispositions applicables aux exhumations

## Titre 6°/ Dispositions applicables à l'espace cinéraire

1<sup>ère</sup> partie : Le jardin du souvenir

2<sup>ème</sup> partie : Le columbarium

3<sup>ème</sup> partie : Les cavurnes

## Titre 7°/ Dispositions applicables à la police des cimetières

## Titre 8°/ Dispositions relatives à l'exécution du règlement du cimetière

Le Maire de Comines,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2213-7 et suivants, L. 2223-1 et suivants et R. 2223-1 et suivants,

Vu le Code civil et notamment ses articles 78 à 92,

Vu le Code pénal et notamment ses articles 225-17 à 225-18-1 et R. 610-5,

Vu le Code de la construction et de l'habitation et notamment son article L511-4-1,

Vu la décision du Maire n°147 du 22 juin 2022 fixant les tarifs,

Considérant qu'il est nécessaire de prendre les mesures générales de police destinées à assurer la sécurité, la salubrité, la décence et la tranquillité publiques dans l'enceinte des cimetières de la commune de Comines ainsi que le respect des conditions dans lesquelles sont attribuées les concessions et les travaux effectués par les opérateurs funéraires,

*Le présent règlement abroge et remplace le règlement en date du 27 septembre 2007.*

Ce règlement s'applique aux concessionnaires et à leurs ayants droit, aux entreprises de pompes funèbres et, de manière générale, à tous les visiteurs. Il vise à définir les modalités d'information des familles et les obligations particulières qui s'imposent à chacun des intervenants.

## Titre 1°/ Dispositions générales

### 1<sup>ère</sup> partie : Des conditions générales d'inhumation

#### ► Article 1°/ Désignation des cimetières

Les cimetières suivants sont affectés aux inhumations des personnes :

- *Le cimetière communal Nord situé rue du Bas-Chemin – 59560 Comines*
- *Le cimetière communal Sud situé boulevard de Lille – 59560 Comines*

#### ► Article 2°/ Affectation des terrains

Deux types de terrains sont affectés à l'inhumation d'un cercueil ou d'une urne cinéraire :

- Les terrains communs destinés à l'inhumation des personnes qui ne possèdent pas de concession ; leur mise à disposition est effectuée gratuitement par la commune pour une durée de 5 ans non renouvelable ;

- Les terrains concédés pour une sépulture particulière moyennant le paiement d'une redevance ;

L'inhumation a lieu en pleine terre ou en caveau.

L'inhumation d'animaux de compagnie dans le cimetière est interdite y compris ceux ayant été incinérés et dont les maîtres souhaitent que leurs cendres soient introduites dans un cercueil.

### ► Article 3°/ Destination des cendres / de l'urne cinéraire

Hormis les cas de dispersion des cendres dans le jardin du souvenir ou en pleine nature, l'urne peut être inhumée soit :

- Dans le columbarium édifié à l'intention des familles ;
- Dans l'une des cavurnes de la commune ;
- Dans un caveau ;
- Scellée sur une concession funéraire ;

L'urne comporte une plaque gravée en matériau imputrescible sur laquelle sont apposés le nom patronymique, le nom marital, le prénom ainsi que les dates de naissance et de décès de l'intéressé.

Aucune inhumation n'est acceptée sans la présentation préalable du certificat de crémation précisant l'identité du défunt.

### ► Article 4°/ Droit à l'inhumation

L'inhumation dans le cimetière communal est due :

- Aux personnes décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile ;
- Aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune quel que soit le lieu où elles sont décédées ;
- Aux personnes ayant une sépulture de famille quels que soient leur domicile et le lieu de leur décès ;
- Aux Français établis hors de France, n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci ;

Le maire se réserve la possibilité de faire droit aux demandes d'inhumation de personnes extérieures à la commune et qui n'entrent dans aucune des catégories précitées.

## ► Article 5°/ Délai d'inhumation

L'inhumation en terrain commun ou en concessions et le dépôt en caveau provisoire ont lieu :

- 24 heures au moins et 6 jours au plus après la survenance du décès en France métropolitaine ;
- 6 jours au plus après l'entrée du corps en France lorsque le décès se produit à l'étranger ou dans une collectivité d'outre-mer ;

## 2<sup>ème</sup> partie : De l'organisation et du fonctionnement du cimetière

### ► Article 6°/ Intervenants dans le cimetière

Seul le personnel communal habilité et les entreprises titulaires de l'agrément préfectoral sont susceptibles d'intervenir dans les cimetières.

Toute opération funéraire est subordonnée à une autorisation délivrée par le maire après vérification des droits du demandeur ou du défunt.

### ► Article 7°/ Horaires d'ouverture du cimetière

Les heures d'ouverture au public du cimetière sont :

- Du 1<sup>er</sup> avril au 2 novembre de 8 heures à 19 heures ; heures d'été
- Du 3 novembre au 31 mars de 8 heures à 17 heures 30 ; heures d'hiver

### ► Article 8°/ Aménagement et localisation des sépultures

Le cimetière est aménagé en allées.

Les emplacements en terrain concédé ou en terrain commun sont attribués par le maire.

La localisation des sépultures est définie par : 1°/ Le cimetière ; 2°/ L'allée ; 3°/ Le numéro.

### ► Article 9°/ Plan du cimetière

Un plan général d'aménagement du cimetière peut être consulté sur Gescime/Ville de Comines.

Il est également consultable en mairie.

Il mentionne les numéros des tombes en terrain commun et en terrain concédé, les différentes allées, la localisation des sépultures et le numéro du plan.

Les registres et fichiers tenus au service « Population » de la commune indiquent pour chaque inhumation : les noms, prénoms, date et lieu du décès, la date d'inhumation, la division, la section, le numéro du plan, le type de concession, le nombre de places et sa durée.

Après chaque inhumation, les registres précisent le nombre de places occupées et de places disponibles, de même que le mouvement des opérations funéraires qui ont été effectuées.

### ► Article 10°/ Dimensions des emplacements

#### ➤ Fosses :

Chaque fosse particulière a au minimum une largeur de 80 centimètres avec une profondeur de 1,50 à 2 mètres sur une longueur de 2 mètres.

#### ➤ Intertombes et entretombes :

Les fosses sont distantes les unes des autres de 30 à 40 centimètres sur les côtés (intertombes) et de 30 à 50 centimètres à la tête et au pied (entretombes).

Les espaces intertombes et entretombes font partie du domaine public. Ils sont matérialisés par la pose d'une semelle non glissante en cas de pluie. Une telle opération nécessite une autorisation.

*☞ Commentaire : L'article R. 2223-3 CGCT établit les dimensions **minimales** des fosses. Néanmoins, la commune est libre d'en fixer d'autres, plus importantes. Les statistiques montrent en effet qu'à l'heure actuelle la taille des individus augmente.*

### ► Article 11°/ Ornement des tombes, décoration florale et végétale

Les familles ont la possibilité d'installer sur l'emplacement attribué une pierre sépulcrale sur laquelle elles placent des ornements funéraires mobiles (plaques, vases, jardinières, etc.). Ceux-ci ne doivent pas faire saillie sur le domaine public.

Il est interdit de poser au-dessus des columbariums toutes décorations florales et végétales.

*☞ Commentaire : Les familles ont également le droit **-y compris en terrain commun-** de clôturer la sépulture funéraire.*

Les plantations de fleurs / d'arbustes sont effectuées dans la limite du terrain concédé et ne peuvent empiéter sur les concessions voisines. Lorsque tel n'est pas le cas, le maire prescrit leur arrachement, élagage ou abattage. Faute pour le concessionnaire ou ses ayants droit de s'exécuter, le maire dresse un procès-verbal de la contravention qu'il transmet ensuite aux autorités compétentes.

## ► Article 12°/ Comportements des personnes dans le cimetière

Les personnes admises dans les cimetières ainsi que les opérateurs funéraires se comportent avec décence et respect.

L'entrée des cimetières est interdite aux personnes ivres, aux mendiants, marchands ambulants, aux enfants non accompagnés, aux individus qui ne sont pas convenablement vêtus, aux personnes accompagnées par des chiens ou autres animaux domestiques même tenus en laisse, à l'exception des chiens accompagnant les personnes malvoyantes.

Les chants (sauf psaumes à l'occasion d'une inhumation), cris, disputes, téléphones mobiles, conversations bruyantes, les ballons, patins et planches à roulettes sont interdits dans l'enceinte du cimetière.

Il est interdit :

- D'apposer des affiches ou tout autre signe d'annonces sur les murs extérieurs et intérieurs des cimetières ainsi qu'à l'intérieur de l'enceinte du cimetière, sauf le Souvenir français à la Toussaint ;
- D'escalader les murs de clôture, les grilles, les entourages de sépulture, de monter sur les monuments et pierres tombales, d'endommager de quelque façon que ce soit les sépultures, de couper ou d'arracher des fleurs, des plantes sur les tombes d'autrui, de toucher, enlever ou déplacer les objets déposés sur les sépultures ;
- De jouer, manger, boire ou fumer dans l'enceinte ou aux abords du cimetière ;
- De déposer les ordures et déchets dans les parties du cimetière autres que celles réservées à cet usage ;
- De tenir dans les cimetières des réunions autres que celles consacrées exclusivement au culte et à la mémoire des morts ;
- De faire aux visiteurs ou aux personnes qui suivent les convois des offres de service (démarchage et publicité) ou de stationner dans ce but soit aux portes du cimetière soit aux abords des sépultures ou dans les allées ;
- De photographier ou de filmer dans l'enceinte du cimetière sans autorisation du maire. Les familles ou leurs ayants droit qui désirent reproduire l'aspect des monuments qu'ils possèdent sont munis d'une autorisation ; la demande est adressée directement au service « Population » de la mairie ;
- De déposer, dans les chemins et allées ainsi que dans les passages entre les tombes ou en tout autre endroit, des débris de fleurs, plantes, arbustes, signes funéraires, couronnes détériorées ou tous objets retirés des tombes. Ces débris sont déposés aux emplacements aménagés à cet effet. Ils sont enlevés et détruits périodiquement par le service d'entretien des cimetières.

-

## ► Article 13°/ Circulation des véhicules

La circulation de tout véhicule (automobile, scooter, bicyclettes, trottinettes, etc.) est prohibée à l'exception :

- Des véhicules des entreprises funéraires qui servent au transport des outils, des matériaux et des objets destinés aux sépultures ;
- Des véhicules des pompes funèbres qui servent au transport des corps de personnes décédées ;
- Des véhicules des services techniques municipaux ;
- Des véhicules des particuliers qui possèdent une autorisation spéciale (carte d'invalidité, etc.) ;

Les véhicules autorisés à pénétrer dans le cimetière circulent à vitesse réduite, ne dépassent pas 10 km / h. Ils ne stationnent pas dans les chemins sauf en cas de nécessité absolue. Ils se rangent et s'arrêtent pour laisser passer les convois qui restent prioritaires.

## ► Article 14°/ Responsabilité de l'administration communale

Afin d'assurer la sécurité des sépultures et des usagers, le cimetière est fermé à clef en dehors des heures d'accès au public.

En aucun cas, la commune ne peut être tenue pour responsable des vols, destructions et autres actes de vandalisme commis par des tiers au préjudice des concessionnaires.

## Titre 2°/ Dispositions applicables aux inhumations

### **1<sup>ère</sup> partie : Dispositions générales**

#### ► Article 15°/ Opérations préalables aux inhumations

Les corps des personnes décédées sont déposés dans un cercueil parfaitement clôt.

Chaque cercueil est marqué au moyen d'une plaque d'identification vissée sur le couvercle du cercueil. Cette plaque -fournie par le prestataire des pompes funèbres- porte le nom et le prénom du défunt.

La surveillance et la direction des convois sont confiées aux prestataires des pompes funèbres qui sont responsables de l'ordre sur leur parcours. Ils veillent à ce que soient observés la décence et le respect dus à la mémoire des morts.

Les heures d'arrivée des convois sont fixées par la famille en accord avec les prestataires des pompes funèbres et la mairie aux cours des horaires d'ouverture du cimetière.

Aucun convoi n'a lieu les samedis après-midi, les dimanches et les jours fériés.

### ► Article 16°/ L'autorisation administrative

Aucune inhumation n'a lieu sans que soit produite la demande d'inhumation présentée par la personne qui pourvoit aux funérailles, l'autorisation de fermeture du cercueil délivrée par l'officier de l'état civil ainsi que les autres autorisations nécessaires (certificat de décès, certificat de crémation, etc.). Le manquement à cette obligation est passible des peines prévues aux articles 225-17, R. 610-5 et R. 645-6 du code pénal.

Il est tenu un registre des inhumations qui indique d'une manière précise le nom, les prénoms, l'âge du défunt ainsi que le numéro et l'emplacement de la concession. L'autorisation mentionne l'identité de la personne décédée, son domicile, l'heure et le jour de son décès ainsi que le jour et l'heure auxquels se déroule l'inhumation.

Aucune inhumation n'est non plus effectuée sans demande préalable d'ouverture de fosse formulée par le concessionnaire.

Les inhumations ont lieu du lundi au vendredi aux heures d'ouverture du cimetière et le samedi matin uniquement dans les emplacements attribués par le service « État civil et Population » sur la base du plan général d'aménagement du cimetière.

Lorsque l'inhumation a lieu dans un caveau, l'ouverture de celui-ci est effectuée par les fossoyeurs de l'entreprise de pompes funèbres choisie par la famille. Elle se fera par-dessus obligatoirement.

Cette opération est réalisée au moins 2 heures avant l'inhumation aux fins de ventilation et d'éventuelles réparations.

Lorsque l'inhumation a lieu en pleine terre, l'entreprise achève le creusement de la fosse au moins 4 heures avant l'inhumation. L'entreprise prend les précautions nécessaires à la sécurité des usagers.

Il échoit à cette même entreprise d'une part dans les 2 heures suivant l'inhumation ou l'exhumation, de sceller de façon parfaitement étanche les monuments et d'autre part dans les 2 heures de finaliser le comblement des fosses en pleine terre. Il lui incombe toutefois de recouvrir de terre le cercueil tout de suite après l'inhumation.

L'inhumation d'une urne cinéraire s'effectue au pied du cercueil ou sur celui-ci. Mais elle ne peut être installée dans le cercueil du défunt.

### ► Article 17°/ Déroulement de l'inhumation

À l'arrivée du convoi dans le cimetière, le maire exige l'autorisation d'inhumer et vérifie l'habilitation funéraire de l'entreprise de pompes funèbres. Il s'assure de la concordance du numéro d'ordre et de l'indicatif inscrit sur la plaque du cercueil avec ceux portés sur l'autorisation d'inhumer. Il vérifie le bon état des scellés apposés sur le cercueil.

Il accompagne le convoi jusqu'au lieu d'inhumation où il assiste à la descente du cercueil -selon les cas, dans la fosse ou dans le caveau- par les préposés aux pompes funèbres, puis à la fermeture hermétique de la tombe.

En cas d'impossibilité de procéder à l'inhumation dans la fosse ou le caveau prévu à cet effet, le cercueil peut être déposé temporairement dans le caveau provisoire du cimetière après autorisation donnée par le maire.

### ► Article 18°/ Inscription sur les tombes

Aucune inscription autre que les noms, prénoms, titres, qualités, dates, lieu de naissance ou de décès, ou encore épitaphe à caractère religieux ou philosophique, ne peut être placée sur un monument funéraire sans avoir été autorisée par le maire.

Une telle demande -formulée par le concessionnaire- est déposée au service « État civil et Population » de la mairie au moins 48 heures à l'avance.

## **2<sup>ème</sup> partie : Dispositions applicables à l'inhumation en terrain commun**

### ► Article 19°/ Mise à disposition gratuite

Les terrains communs réservés par la commune pour les inhumations sont mis à disposition à titre gratuit pour une durée de 5 ans non reconductible.

Les personnes décédées dans la commune -dès lors qu'elles sont dépourvues de ressources suffisantes ou dont la famille ne s'est pas manifestée au moment du décès- sont inhumées, avec le respect dû aux morts, dans le cimetière aux frais de la commune.

La commune peut se retourner contre les ayants droit afin de recouvrer les frais engagés consécutifs à la prise en charge des obsèques ou se rembourser, quand cela est possible, sur le patrimoine du défunt.

### ► Article 20°/ Attribution des emplacements et inhumations

Les inhumations ont lieu dans une fosse séparée, soit dans un emplacement nouvellement ouvert à l'exploitation, soit dans une fosse précédemment exploitée et de laquelle a été exhumé le corps qu'elle contenait.

Chaque fosse ne reçoit qu'un seul cercueil dans lequel il n'est admis qu'un seul corps ou urne cinéraire. Toutefois, est autorisée la mise en bière dans un même cercueil des corps :

- De plusieurs enfants mort-nés de la même mère ;
- D'un ou plusieurs enfants mort-nés et de leur mère également décédée ;

Le maire ou son représentant assiste à l'inhumation.

#### ► Article 21°/ Signes funéraires

Tout particulier peut, sans autorisation, faire placer sur la fosse d'un parent une pierre sépulcrale ou autre signe indicatif de sépulture (article L. 2223-12 CGCT). Ces éléments n'excèdent pas les dimensions de l'emplacement.

#### ► Article 22°/ Reprise des sépultures en terrain commun

Les emplacements en terrain commun sont repris par la commune à l'issue de la cinquième année écoulée depuis l'inhumation. À l'expiration de ce délai dit « de rotation », le conseil municipal ordonne la reprise d'une ou plusieurs parcelles du terrain commun.

À la demande du maire, les familles ôtent les monuments / objets funéraires érigés et disposés sur la sépulture en terrain commun. À défaut, les agents techniques municipaux procèdent d'office à leur démontage et enlèvement. Les éléments funéraires non réclamés deviennent la propriété de la commune qui décide librement de leur utilisation.

#### ► Article 23°/ Le sort des restes mortels

Une fois les conditions de reprise réunies, il est procédé à l'exhumation des corps, soit fosse par fosse au fur et à mesure des besoins, soit de façon collective par section ou rangée d'inhumation.

Les restes mortels sont réunis avec soin dans un reliquaire pour être aussitôt réinhumés dans l'ossuaire aménagé à cet effet ou -conformément à l'article L. 2223-4 CGCT, en l'absence d'opposition connue ou attestée du défunt- crématisés. Les cendres sont alors déposées dans l'ossuaire ou dispersées au jardin du souvenir. Les restes des personnes ayant manifesté leur opposition à la crémation sont distingués au sein de l'ossuaire.

Un registre mentionne l'identité des personnes inhumées dans l'ossuaire.

Les débris des cercueils sont incinérés conformément à la loi. Tout bien de valeur retrouvé est consigné sur le procès-verbal d'exhumation est déposé dans le reliquaire contenant les restes mortels.

## **3<sup>ème</sup> partie : Dispositions applicables à l'inhumation en concession**

### **► Article 24°/ Acquisition et choix de l'emplacement**

Les concessions ne peuvent être destinées à d'autres fins que l'inhumation d'un corps, le scellement ou le dépôt d'urnes cinéraires.

Les familles mentionnées à l'article 4 du présent règlement ont droit à une concession funéraire dans le cimetière communal.

Le maire détermine l'emplacement de la concession demandée dans le respect de la volonté des familles.

Les concessions sont accordées par le maire selon un ordre défini.

### **► Article 25°/ Durée des concessions funéraires**

Les concessions sont établies pour les durées suivantes :

×Concessions de 15 ans ;

×Concessions de 30 ans ;

×Concessions de 50 ans ;

*Commentaire : L'ordonnance n° 59-33 du 5 janvier 1959 -qui supprime la catégorie des concessions centenaires- autorise les communes à **n'instituer que certaines des durées de concessions** énumérées par l'article L. 2223-14 CGCT. **Deux types de durées de concessions sont toutefois à déconseiller** : 1°/ Les **concessions d'une durée comprise entre 5 ans et 15 ans**. Ce laps de temps ne permet pas la réussite du processus de dégradation du corps. 2°/ Les **concessions perpétuelles** qui ne correspondent plus à nos modes de vie actuels et qui interdisent à la commune de diligenter une procédure de reprise avant l'écoulement d'un délai de 30 ans.*

### **► Article 26°/ Tarifs des concessions**

L'attribution d'une concession est subordonnée au règlement préalable de son prix.

Les tarifs sont fixés par la décision du Maire n°147 du 22 juin 2022. Ils tiennent simultanément compte de la superficie occupée (en mètres carrés) et de la durée du contrat de concession. Ils sont tenus à la disposition du public.

### **► Article 27°/ Acte de concession**

L'arrêté de concession remis au concessionnaire précise les noms, prénoms et adresse de la personne à laquelle la concession est octroyée.

Il indique le numéro, la durée et le montant de la concession. Il mentionne également l'implantation de l'emplacement concédé, la surface, la nature et la catégorie de la concession. Il souligne en outre qu'il appartient au concessionnaire ou à ses ayants droit de prendre en charge les travaux de remise en état en cas de dégradation de la concession.

Le concessionnaire ou ses ayants droit avisent la mairie de tout changement de domicile.

La commune tient un registre sur lequel sont notés le numéro de la concession, sa situation dans le cimetière, sa durée, le nom du concessionnaire et la date d'attribution de la concession.

L'attribution d'une concession dans le cimetière communal ne peut en aucun cas faire l'objet d'une réservation anticipée. En raison de l'insuffisance des places disponibles, les emplacements sont accordés uniquement à l'occasion d'un décès.

### **► Article 28°/ Droit à inhumation dans la concession**

Les concessions accordées dans le cimetière le sont sous la forme de concessions individuelles, collectives et familiales.

Seule la personne (concessions individuelles) / seules les personnes (concessions collectives) nominativement désignée (s) dans le contrat de concession peut (vent) être inhumée (s) dans l'emplacement attribué. Dans la concession familiale, outre le concessionnaire, son conjoint, ses ascendants ou ses descendants, ses alliés -ainsi que toute personne à lui unie par des liens particuliers d'affection- sont susceptibles d'être inhumés.

Le concessionnaire est le seul régulateur du droit à inhumation dans la concession, ce qui exclut les ayants droit. Il peut modifier l'affectation initiale du contrat au cours de la durée de la concession ou à l'occasion de son renouvellement.

Au décès du concessionnaire -et en l'absence de dispositions testamentaires- la sépulture se trouve en état d'indivision perpétuelle entre tous les héritiers. Chaque cohéritier a le droit de faire inhumer dans la concession son conjoint, et avec l'autorisation de tous les co-indivisaires, ses propres collatéraux, ses alliés ou des personnes étrangères qui possèdent un lien avec la famille.

Les intéressés produisent impérativement un titre de concession et justifient de leur qualité de concessionnaire ou d'ayant droit de ce dernier et du droit du défunt à une sépulture dans la concession.

### **► Article 29°/ Droits des concessionnaires**

L'acte de concession n'emporte pas droit de propriété mais seulement de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative. Par conséquent, le concessionnaire ne peut vendre ou rétrocéder à un tiers l'emplacement qui lui a été attribué.

Lorsqu'elle n'a pas été utilisée, la concession peut faire l'objet d'une donation ou d'un legs par testament y compris à un tiers. Dans le cas contraire, le concessionnaire ne peut la léguer qu'à un membre de sa famille par le sang.

### ► Article 30°/ Obligations et responsabilité du concessionnaire

Pendant toute la durée de la concession, le concessionnaire ou ses ayants droit s'engage au titre de ses obligations contractuelles à assurer le bon entretien du caveau et du monument funéraire afin que leur éventuelle détérioration ne nuise pas à la sécurité des personnes et des biens, particulièrement des sépultures environnantes.

Le concessionnaire est responsable des dégâts matériels et dommages corporels provoqués par tout ou partie de caveau, monument ou ornement qu'il fait placer sur le terrain concédé. Il est également responsable des dégâts et dommages causés par les dépôts de toute nature en dehors du périmètre de sa concession. La responsabilité de la commune ne peut en aucun cas être substituée à celle du concessionnaire.

En cas de ruine imminente d'un monument funéraire, le maire -en vertu des articles L 511-1 à L. 511-3 et suivants du Code de la construction et de l'habitation- met en demeure, au besoin sous astreinte, le concessionnaire ou ses ayants droit de faire cesser la cause du danger dans le délai imparti par l'arrêté. Si les travaux de sécurisation ne sont pas effectués, passé ce délai et sans réponse des intéressés, le maire prend un nouvel arrêté municipal assorti d'un nouveau délai au terme duquel il fait procéder d'office aux réparations ou à la démolition du monument aux frais du concessionnaire ou des ayants droits défaillants.

## 4<sup>ème</sup> partie : Dispositions applicables à l'inhumation des urnes cinéraires

### ► Article 31°/ Dépôt et scellement

Le dépôt de l'urne dans le columbarium, la caverne ou le caveau ainsi que son scellement sur la sépulture ne peut être exécuté que par l'opérateur de pompes funèbres mandaté par la famille. Celui-ci prend toutes les précautions nécessaires pour ne pas gêner les opérations funéraires futures.

Dans les deux cas, l'opération se déroule selon les formalités administratives obligatoires imposées pour l'inhumation d'un cercueil, sur présentation du certificat de crémation et d'un justificatif d'identité de la personne qui pourvoit aux funérailles.

#### *Commentaire :*

*Question AN, n° 64641 / Réponse publiée au JO le 31 mars 2015 :*

*Le scellement de l'urne cinéraire sur la sépulture est assimilable à une **inhumation**, opération relevant du service extérieur des pompes funèbres (article L. 2223-19-8 CGCT). Par conséquent, le scellement ne peut être effectivement réalisé que par un **opérateur funéraire habilité** (articles L. 2223-19 et L. 2223-23 du code précité).*

Avant le 20 juillet 1998, le scellement d'une urne sur un monument funéraire ou cinéraire était interdit.

Depuis cette date, l'article 2 du décret n° 98-635 du 20 juillet 1998 permet l'inhumation d'une urne dans une sépulture funéraire et donne la faculté de sceller une ou plusieurs urnes sur le monument.

La loi n° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative au statut et à la destination des cendres confirme le décret précité, du moins en cette disposition.

Par conséquent, le scellement d'une urne sur un monument funéraire ou cinéraire est autorisé. Il est cependant réalisable sous réserve d'être effectué dans le respect dû aux défunts et selon la procédure établie dans le cadre des obsèques. Le scellement est assimilé à une inhumation.

## **5<sup>ème</sup> partie : Renouvellement, conversion et rétrocession des concessions**

### **► Article 32°/ Renouvellement des concessions**

*Commentaire : Le renouvellement ne donne pas lieu à l'élaboration d'un **nouveau** contrat de concession (Question n° 55470, JOAN, 8 octobre 1984, p. 4512-4513).*

Les contrats de concessions sont renouvelables pour une durée équivalente -à l'expiration de la période pour laquelle ils ont été conclus- au tarif en vigueur au moment du renouvellement.

À défaut de renouvellement, la commune est en mesure de reprendre l'emplacement à l'issue d'un délai de 2 ans révolus suivant la survenance de la période pour laquelle le terrain a été concédé. Le maire n'est dans l'obligation ni de prendre un arrêté de reprise ni d'adresser à ce sujet des notifications aux familles ni d'informer ces dernières des exhumations consécutives aux reprises.

Lorsque la demande de renouvellement est effectuée par la famille au-delà du délai de 2 ans révolus, le maire est libre de faire droit ou non à la requête. Dans l'affirmative, le renouvellement prend effet à la date d'expiration de la période précédente.

Au terme de la reprise, les restes mortels que contiennent les sépultures sont recueillis dans une boîte à ossements et déposés dans l'ossuaire ou crématisés.

Les monuments et les objets funéraires non réclamés par les familles intègrent le domaine privé de la commune qui en dispose librement dans la limite du respect dû aux morts et aux sépultures. Elle a ainsi la faculté de procéder à la démolition / au déplacement des monuments. Elle a également la faculté de les entretenir à ses frais au regard de l'intérêt architectural ou de l'intérêt historique local qui s'y rattache. Elle a enfin la faculté de laisser les constructions sur les concessions et de les céder à titre

gratuit ou onéreux à un nouveau concessionnaire, après avoir cependant fait disparaître toute possibilité d'identification.

Le renouvellement des concessions n'est pas accordé lorsque la sépulture est en mauvais état et, notamment, s'il apparaît que le tour des semelles est affaissé par rapport au niveau général de la division. La personne qui sollicite le renouvellement est dans cette hypothèse tenue de faire exécuter au préalable -par l'entrepreneur de son choix- les travaux de remise en état.

Le maire se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession pour des motifs de sécurité, d'hygiène, de circulation et, plus généralement, pour tout motif visant à l'amélioration des cimetières.

### ► **Article 33°/ Reprise des concessions en état d'abandon**

Lorsqu'après une période de trente ans, la concession cesse d'être entretenue et si aucune inhumation n'y a été effectuée depuis au moins dix ans, le maire peut constater l'état d'abandon par procès-verbal porté à la connaissance du public et des familles. Si trois ans après cette publicité régulièrement accomplie, la concession est toujours en état d'abandon, le maire réalise un second constat et lorsque celui-ci confirme le premier, il peut saisir le conseil municipal qui est appelé à décider si la reprise doit ou non être prononcée. Dans l'affirmative, le maire prend un arrêté qui entérine la reprise effective de l'emplacement.

Les effets de la reprise en état d'abandon sont similaires à ceux de la reprise des concessions échues et non renouvelées.

La reprise des sépultures en état d'abandon des militaires et des civils « Morts pour la France » ne peut intervenir pendant une période de cinquante ans à compter de l'inhumation dès lors que la mention « Mort pour la France » figure sur l'acte de décès.

### ► **Article 34°/ Conversion des concessions**

En application de l'article L. 2223-16 CGCT, les concessions en cours de validité sont convertibles en concessions de plus longue durée moyennant paiement du prix de la nouvelle concession. Dans ce cas, il est défalqué du prix de conversion, une somme égale au montant correspondant à la durée pendant laquelle la concession a été utilisée.

Lorsqu'une part du prix de la concession aura été affectée au Centre communal d'action sociale, cette somme restera acquise et le remboursement ne se fera que sur la quote-part attribuée à la ville.

La conversion de la concession peut être demandée aussi bien par le concessionnaire originel que par ses ayants droit, ultérieurement.

La conversion de la concession en une durée plus courte est autorisée.

☞ *Commentaire : La commune **n'est jamais tenue** de faire droit à une demande de conversion de plus **courte** durée ; ce type de requête complexifiant la gestion du cimetière (classes de concessions, prix, etc.).*

### ► Article 35°/ Rétrocession des concessions

Le concessionnaire peut rétrocéder à la commune sa concession non utilisée sous certaines conditions :

- La demande de rétrocession ne peut être formulée que par le seul concessionnaire. Les héritiers sont dans l'obligation de respecter les termes du contrat passé par le fondateur décédé de la sépulture ;
- La concession doit être vide de tout corps soit qu'aucune inhumation n'y ait été pratiquée soit que l'exhumation des restes ait été préalablement opérée ;
- La commune est libre d'accepter ou non la demande de rétrocession ;

## Titre 3°/ Dispositions applicables aux caveaux et monuments sur les concessions

### ► Article 36°/ Déclaration de travaux

La construction de caveaux et de monuments funéraires fait l'objet d'une déclaration à la mairie. Il appartient à l'entrepreneur dûment habilité de déposer en mairie, au service « État civil et Population », un ordre d'exécution signé par le concessionnaire ou son ayant droit et portant la mention de la raison sociale ou du nom de l'entrepreneur, ainsi que la nature des travaux à exécuter.

Les travaux ne sont entrepris que lorsque l'entrepreneur est en possession de l'autorisation municipale précisant les conditions à respecter. Dans tous les cas, celui-ci se conforme aux indications qui lui sont données par les agents des services municipaux au regard du présent règlement.

La fin des travaux est consignée sur l'autorisation de travaux pour contrôle de conformité. Un état des lieux est effectué avant et après travaux afin de constater que des dommages ne sont pas survenus à l'entour de la sépulture.

### ► Article 37°/ Obligations des entrepreneurs

Les fouilles opérées pour la construction des monuments sur les terrains concédés sont -aux soins des entrepreneurs - entourées de barrières ou protégées au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'écarter tout danger.

Il leur appartient d'étrésillonner les fosses qu'ils creusent de façon à contenir les terres pour stabiliser les monuments contigus et ainsi prévenir d'éventuels éboulements. Les

excavations sont comblées avant la fin de chaque journée et ne restent jamais ouvertes pendant le week-end pour empêcher les chutes.

Les entrepreneurs prennent toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'accomplissement des travaux. Aucun dépôt -même momentanée- de terre, de matériaux, de revêtements et autres objets n'est effectué sur les sépultures voisines.

L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tumulaires ne peuvent être exécutés en prenant appui sur les stèles alentours ou les arbres.

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des monuments sont interdits dans l'enceinte des cimetières. Les entrepreneurs ne sont autorisés à y faire pénétrer que des matériaux déjà travaillés et prêts à l'emploi.

Les ossements trouvés au cours des travaux sont recueillis et placés au fond des fosses ou caveau -au-dessous de la profondeur réglementaire- et recouverts de terre avant la nouvelle inhumation. En cas d'impossibilité absolue d'agir de la sorte, les restes mortels sont déposés dans l'ossuaire.

Les entrepreneurs ne peuvent sous quelque prétexte que ce soit -y compris celui de faciliter la réalisation des travaux- déplacer ou retirer les signes funéraires existant aux environs des constructions sans l'accord des familles intéressées et l'autorisation du maire.

Les matériaux nécessaires pour la construction ne sont approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins. Les gravats sont recueillis et enlevés de la même manière pour que les chemins et le voisinage immédiat des sépultures restent libres et nets.

Les entrepreneurs recourent à des engins de travaux publics compatibles par leurs dimensions et leur puissance, avec la préservation des allées, des pelouses et des massifs.

Aucun travail de construction ou de terrassement n'a lieu dans le cimetière les dimanches et jours fériés, sauf en cas d'urgence et avec autorisation du maire. En semaine, les entrepreneurs se conforment aux heures d'ouverture et de fermeture du cimetière.

Les personnes qui œuvrent à proximité des allées empruntées par un convoi funèbre cessent aussitôt le travail et observent une attitude digne et respectueuse au moment de son passage.

Dès l'achèvement des travaux, dont le maire est avisé, les entrepreneurs s'appliquent à nettoyer les abords des ouvrages. Ils débarrassent le matériel utilisé -lequel ne peut être stocké dans l'enceinte du cimetière en vue d'un travail ultérieur- et réparent, le cas échéant, les dégâts occasionnés. À défaut, après mise en demeure, la commune procède à leur frais aux travaux de remise en état.

### ► Article 38°/ Responsabilité des entrepreneurs

Les entrepreneurs sont responsables de la bonne exécution des travaux, même lorsqu'ils sont confiés en sous-traitance à un tiers. De manière générale, ils sont responsables de l'ensemble des dégradations commises sur le domaine public et sur les sépultures environnantes.

#### ► Article 39°/ Contrôle de la commune

Les agents des services municipaux surveillent les travaux de construction pour éviter que les sépultures attenantes ne soient détériorées. La commune n'encourt aucune responsabilité en ce qui concerne les dommages susceptibles d'être causés aux tiers. Ces derniers peuvent obtenir réparation conformément aux règles du droit commun.

La charge du redressement des monuments affaissés par suite du tassement du terrain ou de l'exhaussement inévitable engendré par l'édification de sépultures sur des emplacements nouvellement concédés incombe entièrement aux concessionnaires qui doivent avoir pris les dispositions indispensables pour que la stabilité du monument qu'ils ont fait poser soit suffisamment assurée.

La commune ne peut être tenue pour responsable de la présence d'eau dans les caveaux due aux nappes phréatiques ou à des infiltrations.

### Titre 4°/ Dispositions applicables aux caveaux provisoires

#### ► Article 40°/ L'autorisation de dépôt

Le caveau provisoire a vocation à recevoir temporairement -dans la limite des places disponibles- le cercueil destiné à être inhumé dans une sépulture non encore construite / achevée ou qui doit être transporté hors de la commune.

Le dépôt en caveau provisoire d'une urne cinéraire est également autorisé lorsque son inhumation est momentanément rendue impossible pour des raisons techniques, administratives ou familiales.

L'autorisation est octroyée par le maire après avoir vérifié que les formalités relatives à la déclaration de décès ont été effectuées et que l'autorisation de fermeture du cercueil a été délivrée par l'officier de l'état civil du lieu de décès au vu du certificat médical attestant du décès.

#### ► Article 41°/ Durée du dépôt

L'autorisation précise la durée maximale du dépôt qui ne peut excéder six mois. À l'expiration de ce délai, le corps est inhumé ou fait l'objet d'une crémation.

#### ► Article 42°/ Spécificité du cercueil

Le corps admis dans le caveau provisoire est placé dans un cercueil hermétique dès lors que la durée de séjour excède six jours. Au-delà de ce délai et en l'absence dudit cercueil, le corps est inhumé aux frais de la famille.

### ► Article 43°/ Droit de séjour

Tout corps déposé dans le caveau provisoire est assujéti à la perception d'un droit de séjour fixé par délibération du conseil municipal et payé à terme échu.

Il est tenu à la mairie au service « État civil et Population » de la commune un registre indiquant les entrées et les sorties de corps dont le dépôt a été autorisé.

### ► Article 44°/ Exhumation

L'enlèvement du corps est assimilé à une exhumation et est donc soumis aux mêmes taxes et formalités.

## Titre 5°/ Dispositions applicables aux exhumations

### ► Article 45°/ Demande d'exhumation

Les exhumations sont soumises aux prescriptions des articles R. 2213-40 à R. 2213-42 du CGCT.

Aucune exhumation n'est effectuée sans autorisation du maire. La demande est formulée par le plus proche parent du défunt ou par son représentant. En cas de différend familial, l'autorisation ne peut être délivrée qu'après décision du Tribunal judiciaire.

L'exhumation des corps est demandée en vue d'un transfert dans un autre cimetière ou en vue de la réinhumation, soit dans la même concession, après exécution des travaux, soit dans une autre concession située dans le même cimetière.

La demande d'exhumation indique les nom, prénom, date et lieu de décès de la personne à exhumer, ainsi que le lieu de la réinhumation, également les nom, prénom, adresse, signature et degré de parenté du demandeur avec la personne à exhumer.

### ► Article 46°/ Déroulement des opérations d'exhumation

L'exhumation se déroule obligatoirement en présence du plus proche parent du défunt ou de son représentant. Si l'un ou l'autre, dûment avisé, n'est pas présent à l'heure indiquée, l'opération n'a pas lieu.

Les exhumations ont lieu en dehors des heures d'ouverture du cimetière au public à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés.

La découverte de la fosse a lieu la veille de l'exhumation.

### ► Article 47°/ Mesures d'hygiène

Les personnes chargées de réaliser les exhumations revêtent un costume spécial qui est ensuite désinfecté de même que leurs chaussures. Elles sont également tenues à un nettoyage antiseptique de la face et des mains.

Avant d'être manipulés et extraits des fosses, les cercueils sont arrosés avec une solution désinfectante. Il en est de même pour tous les outils ayant servi au cours de l'exhumation.

L'entreprise en charge des exhumations emporte les équipements ayant servi à l'opération. Le débris des cercueils et autres matériaux sont enlevés et incinérés par ses soins.

#### ► Article 48°/ Ouverture du cercueil

Lorsqu'au moment de l'exhumation, le cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne peut être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de cinq ans depuis la date du décès.

Lorsque le cercueil est trouvé détérioré, le corps est placé dans un autre cercueil ou - s'il peut être réduit- dans un reliquaire. Ce dernier est réinhumé dans la même sépulture ou transporté dans un autre cimetière, incinéré ou déposé à l'ossuaire en cas de reprise de sépulture.

Si la réinhumation s'effectue dans le même cimetière, elle a lieu immédiatement. Si la réinhumation s'effectue dans le cimetière d'une autre commune, le corps est mis dans une nouvelle bière et le transport ne peut être opéré qu'après autorisation et pose des scellés.

### Titre 6°/ Dispositions applicables à l'espace cinéraire

#### ► Article 50 °/ Généralités

Le site cinéraire se compose d'un espace de dispersion des cendres (jardin du souvenir), d'un espace de conservation des urnes cinéraires collectif (columbarium) et individuel (cavernes).

Aucun dépôt ne peut être effectué dans l'espace de conservation susvisé sans la présentation du certificat de crémation et l'apposition sur l'urne cinéraire d'une plaque d'identification des cendres.

Les cases du columbarium et les cavernes sont délivrées à titre individuel, collectif et familial.

## **1<sup>ère</sup> partie : L'espace de dispersion (jardin du souvenir)**

#### ► Article 51°/ Aménagement du jardin du souvenir

Un jardin du souvenir est aménagé pour la dispersion des cendres.

Les noms des défunts dont les cendres ont été dispersées sont indiqués sur une stèle ou tout autre élément au lieu même du jardin du souvenir.

Il est formellement interdit de disperser les cendres dans un endroit autre que celui prévu à cet effet à l'intérieur du cimetière. Aucune dispersion ne peut ainsi avoir lieu au-dessus des sépultures.

#### ► Article 52°/ Autorisation de dispersion

La dispersion des cendres dans le jardin du souvenir est effectuée après autorisation du maire sur présentation du certificat de crémation et d'un justificatif d'identité de la personne en charge de cette opération.

La dispersion est obligatoirement réalisée en présence d'un élu ou d'un agent de la commune.

L'autorisation est consignée dans un registre spécifique.

## **2<sup>ème</sup> partie : L'espace de conservation (columbarium)**

#### ► Article 53°/ Aménagement du columbarium

Le columbarium est mis à la disposition des familles pour leur permettre d'y déposer les urnes cinéraires contenant les cendres du défunt. Il est divisé en cases destinées à recevoir chacune deux urnes.

Ouvrage public, il est placé sous l'autorité et la surveillance de la commune. Son entretien est effectué par les agents techniques de la commune.

Afin de faciliter la circulation des visiteurs dans la proximité immédiate du columbarium, les fleurs, couronnes et autres objets funéraires déposés par les familles - les connaissances du défunt sont retirés par les mêmes agents dans les quinze jours suivant le dépôt de l'urne cinéraire dans ledit ouvrage.

#### ► Article 54°/ Attribution de la concession des cases

Dans le cadre du plan général d'aménagement du cimetière, la commune détermine souverainement l'emplacement des cases demandées. Le concessionnaire ne peut choisir lui-même cet emplacement.

La concession des cases n'emporte pas un droit de propriété mais simplement un droit de jouissance et d'usage en faveur du concessionnaire. Les cases ne peuvent faire l'objet d'une vente.

L'ouverture et la fermeture des cases du columbarium sont assurées par un opérateur funéraire, sous le contrôle des agents techniques de la commune. Par mesure de sécurité, les plaques sont scellées.

Il incombe aux familles de veiller à ce que le nombre, la dimension et la hauteur des urnes permettent l'inhumation, l'autorité municipale ne pouvant être tenue responsable lorsque leur dépôt est impossible en raison du non-respect de l'un des éléments susvisés.

### ► Article 55°/ Tarifs de concession des cases

L'attribution d'une case dans le columbarium est subordonnée au règlement préalable de son prix conformément aux tarifs en vigueur au jour de la signature du contrat de concession et fixés par la décision du Maire n° 147 du 22 juin 2022.

Les tarifs -établis selon la durée du contrat- sont consultables en mairie.

### ► Article 56°/ Personnalisation des cases

Les plaques assurant la fermeture des cases comportent les nom et prénom ainsi que les années de naissance et de décès des défunts dont l'urne est déposée dans le columbarium. Toute autre inscription est soumise à autorisation du maire en application de l'article R. 2223-8 CGCT.

### ► Article 57°/ Renouvellement et reprise de la concession des cases

Les conditions de renouvellement et de reprise des concessions des cases du columbarium sont les mêmes que celles applicables aux concessions funéraires traditionnelles.

À l'échéance de la concession et à défaut de paiement de la redevance de renouvellement, la case concédée est reprise par la commune deux années révolues après l'expiration de la période pour laquelle elle a été concédée. Durant ces deux années, le concessionnaire ou ses ayants droit ont la faculté d'user de leur droit à renouvellement.

Le point de départ de la nouvelle période est toujours celui du jour suivant la date d'expiration de la période précédente.

Lors de la reprise de concession, les urnes contenant les cendres sont soit récupérées et déposées à l'ossuaire ; soit les cendres sont dispersées au jardin du souvenir selon la place disponible dans l'ossuaire.

## **3<sup>ème</sup> partie : L'espace de conservation (cavernes)**

### ► Article 58°/ Attribution de la concession des cavernes

Les cavernes sont mises en place par la commune pour l'inhumation des urnes cinéraires contenant les cendres des personnes qui recourent à la crémation.

Elles sont concédées pour les périodes suivantes : 15 ans, 30 ans et 50 ans.

La concession d'une caverne ne confère pas un droit de propriété à son titulaire et ne peut donc faire l'objet d'une vente. Son entretien incombe au concessionnaire ou à ses ayants droit.

### ► Article 59°/ Tarifs de concession des cavernes

Le concessionnaire acquitte une redevance selon le tarif en vigueur au jour de la signature du contrat de concession cinéraire.

Les tarifs sont fixés par décision du Maire n° 147 du 22 juin 2022.

### ► Article 60°/ Renouvellement et reprise de la concession des cases

Les conditions de renouvellement et de reprise des cavurnes analogues à celles applicables aux concessions funéraires traditionnelles.

## Titre 7°/ Dispositions applicables à la police des cimetières

### ► Article 61°/ Pouvoirs de police du maire

Le maire assure la police des funérailles et des cimetières. En application de l'article L. 2213-9 du Code général des collectivités territoriales, une telle police porte sur :

- Le mode de transport des personnes décédées ;
- Le maintien de l'ordre et de la décence dans les cimetières étant entendu que le maire ne peut établir des distinctions ou des prescriptions particulières en raison des croyances ou du culte du défunt ou des circonstances qui ont accompagné sa mort ;
- Les inhumations et les exhumations ;

Le maire pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée sur la commune soit ensevelie et inhumée décemment. Lorsque la personne décédée est dépourvue de ressources suffisantes ou lorsqu'elle n'a ni parent ni ami pour régler ses funérailles, le maire assure les obsèques et l'inhumation ; à charge pour la commune de se faire rembourser de la dépense auprès des héritiers éventuels de la personne décédée.

Les lieux de sépulture autres que les cimetières communaux sont également soumis à l'autorité, à la police et à la surveillance du maire.

Dans le cadre strict de sa mission de police et sous le contrôle éventuel du juge compétent, le maire a l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir ou faire cesser les troubles constatés relatifs à l'ordre, à la sûreté, à la sécurité, à la salubrité, à la tranquillité publique et à la décence dans les cimetières qui relèvent de son autorité.

## Titre 8°/ Dispositions relatives à l'exécution du règlement du cimetière

### ► Article 62°/ Règles de fonctionnement du service municipal des cimetières

Le service « État civil et Population » s'occupe :

- De l'attribution des concessions funéraires et de leur renouvellement ;

- Du suivi des tarifs ;
- De la perception des droits relatifs aux différentes opérations funéraires ;
- De la tenue des archives afférentes à ces opérations ;
- De la police générale des opérations funéraires ;
- Du contrôle des activités administratives des cimetières ;

Le service des espaces verts est responsable de l'entretien du matériel, et en général des travaux portant sur les terrains, les constructions non privatives des cimetières.

### ► Article 63°/ Rôle des agents du cimetière

Les agents des services compétents de la commune veillent à l'application des lois et réglementations relatives à la police des cimetières et prennent toutes les dispositions nécessaires au bon ordre, à la propreté et à la bonne organisation des opérations effectuées à l'intérieur du cimetière.

Ils exercent une surveillance générale sur l'ensemble du cimetière. Il leur incombe d'assurer l'ouverture et la fermeture des portes.

Leur conduite personnelle et leur attitude à l'égard du public sont irréprochables. Il leur est notamment interdit, sous peine de sanctions disciplinaires et sans préjudice des poursuites de droit commun :

- De s'immiscer directement ou indirectement dans l'entreprise, la construction ou la restauration des monuments funéraires en dehors de l'entretien des cimetières ou dans le commerce de tous les objets participant à l'entretien ou à l'ornement de la tombe ;
- De s'approprier tout matériau ou objet provenant des concessions expirées ou non ;
- De solliciter des familles ou des entreprises toute gratification, pourboire ou rétribution quelconque ;

Ils fournissent aux familles les renseignements que celles-ci peuvent légitimement demander.

Tout incident doit être signalé à l'administration municipale le plus rapidement possible.

### ► Article 64°/ Infraction au règlement

Toute infraction au présent règlement est constatée par les agents chargés de la surveillance des cimetières ou par la police municipale et les contrevenants poursuivis conformément à la législation en vigueur.

► **Article 65°/ Mise à disposition du public**

Le présent règlement peut être consulté en mairie.

Fait à Comines, le 22 JUIN 2023  
En un seul exemplaire original,

Cachet de la mairie

Pour expédition conforme,  
Pour le Maire absent,  
La Première Adjointe,



Amélie DA SILVA

Acte publié le : 26 JUIN 2023  
Télétransmis au Représentant de l'Etat le : 26 JUIN 2023  
M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte.

Nomenclature Actes : 6.1